

République Française
Département de la Côte d'Or



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 9 avril 2026

Date de la Convocation :
02 avril 2026
Date de mise en ligne sur le site internet : 20 avril 2026

Nombre de membres et Votes	
<u>En exercice</u> :	50
<u>Quorum</u> :	26
<u>Présents</u> :	43
<u>Absents</u> :	7
dont suppléés :	1
dont pouvoirs :	6
<u>Votants</u> :	50
- <u>Pour</u> :	47
- <u>Abstention</u> :	3
- <u>Contre</u> :	/

Le neuf avril deux mille vingt-six à dix-neuf heures, le conseil communautaire régulièrement convoqué s'est réuni à Mirebeau sur Bèze, salle Gustave Eiffel du Forum, sous la présidence de Monsieur Didier LENOIR.

Étaient présents : Jérémy BERNARD – Laurent BOISSEROLLES – François BOLOT – Christophe CADET – Anne CATRIN – Christian CHARLOT – Lou COUILLEROT – Robert CREUX – Roland DE BRETTEVILLE – Emmanuel DE BROISSIA – Gérard DEGUY – Caroline DEMONGEOT – Emmanuel DONICHAK – Pierre DUVERNOIS – Michel FOIN – Hugues FOURNEY – Franck GAILLARD – Céline GERICAULT – Bernard GRIBELIN – Martial GRIBELIN – Michel JEANDET – Didier LENOIR – Marcel MARCEAU – Michel MAROTEL – Bruno MATEOS-MARTIN – Dominique MATIRON – Virginie MEUNIER – Pascal NAUDET – Christiane PERRUCHOT – Bernard PETIT – Didier PETITJEAN – Séverine PRUDHOMME – Isabelle QUIROT – Gérard RAFFIOT – David RICHARD – Brigitte RIVIERE – Jean-Marie ROSEY – Marie-Claude ROUGEOT – Nicolas TASSIN – Pascal THERON – Laurent THOMAS – Pierrette TRIBOLET – Nicolas URBANO

Étaient excusés : Hervé BAUMONT – Samuel BOURGEOIS – Pauline CORDELIÉ-BOUHOURS – Corinne CRETIN – Bernard MARCHAL – Patrick MOREAU – Elise THEUREL

Étaient absents : /

Ont donné pouvoir : Hervé BAUMONT pouvoir à Michel FOIN – Samuel BOURGEOIS pouvoir à Virginie MEUNIER – Pauline CORDELIÉ-BOUHOURS pouvoir à Lou COUILLEROT – Corinne CRETIN pouvoir à Michel MAROTEL – Bernard MARCHAL pouvoir à Christophe CADET – Elise THEUREL pouvoir à Céline GERICAULT

Suppléants présents : Mathieu MARPAUX (*suppléant de Patrick MOREAU*)

Secrétaire de séance : Jérémy BERNARD

Objet de la Délibération n°2026-02-23 : Fixation des indemnités de fonction du Président, des Vice-Présidents et des conseillers délégués membre du bureau

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-12 ;

Considérant que lorsque l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale est renouvelé, la délibération fixant les indemnités de ses membres intervient dans les trois mois suivant son installation ;

Considérant que le montant total des indemnités versées ne doit pas excéder celui de l'enveloppe indemnitaire globale ;

Considérant que pour une communauté de communes du code général des collectivités territoriales fixe :

- Le montant de l'indemnité maximale de président à 48.75% de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique ;
- Le montant de l'indemnité maximale de vice-président à 20.63% de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique ;

Considérant que les conseillers communautaires auxquels le Président a délégué une partie de ses fonctions peuvent percevoir une indemnité ;

Considérant que toute délibération de l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale concernant les indemnités de fonction d'un ou de plusieurs de ses membres est accompagnée d'un tableau récapitulant l'ensemble des indemnités allouées aux membres de l'assemblée concernée.

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, par vote à main levée :

DECIDE des indemnités suivantes à compter du 9 avril 2026 :

	Taux par rapport à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique	Montant brut mensuel
Président (à sa demande)	46,00%	1 890,84 €
Vice-Président	18,00%	739,89 €
Conseiller communautaire délégué, membre du bureau	14,50 %	596,03 €

DIT que les dépenses correspondantes sont inscrites au budget principal de la Communauté de communes.

DIT que les indemnités suivront l'évolution légale.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus
Pour expédition conforme au contrôle de légalité

A Mirebeau-sur-Bèze, le 10 avril 2026

Didier LENOIR

Président



Jérémy BERNARD

Secrétaire

Pièces jointes : /

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de DIJON ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté de communes Mirebellois et Fontenois, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

8, place Général Viard – 21310 MIREBEAU SUR BEZE

Téléphone : 03.80.36.53.51

www.mfcc.fr